



**PROCEDURE
N°21.06.18**

**OBJET : MARCHÉ DE PRESTATIONS DE
FORMATION SAUVETEUR SECOURISTE DU
TRAVAIL**

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

MARCHÉ DE PRESTATIONS DE FORMATION SAUVETEUR SECOURISTE DU TRAVAIL

Lieu d'exécution du marché

54500 Vandœuvre-lès-Nancy
21000 Dijon
25000 Besançon

Marché à procédure adaptée, passé en application de l'article R-2123-1 du Code de la commande publique

PERSONNE RESPONSABLE DU MARCHÉ ET ORDONNATEUR

Madame la Déléguée Régionale du CNRS pour la circonscription Centre-Est- Délégation Centre Est – 17, rue Notre Dame des Pauvres BP 10075 – 54519 VANDOEUVRE CEDEX

COMPTABLE PUBLIC ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS

L'Agent Comptable Secondaire – 17, rue Notre Dame des Pauvres - BP 10075 – 54519 VANDOEUVRE CEDEX

| | |
|---|---|
| ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES | 3 |
| 1.1 - OBJET DU MARCHE | 3 |
| 1.2 – PROCEDURE DE CONSULTATION..... | 3 |
| 1.3 – FORME DU MARCHE | 3 |
| 1.4 - BENEFICIAIRE | 3 |
| ARTICLE 2 - PIECES CONTRACTUELLES CONSTITUTIVES DU MARCHE | 3 |
| ARTICLE 3 – DUREE DU MARCHE | 4 |
| ARTICLE 4 – DESCRIPTION TECHNIQUE..... | 4 |
| 4.1 –CONTEXTE DE LA DEMANDE | 4 |
| 4.2 – OBJECTIFS DE LA FORMATION..... | 4 |
| 4.3 – METHODES PEDAGOGIQUES | 4 |
| 4.4 –CONTENU DE LA FORMATION | 4 |
| ARTICLE 5 – MODALITES D’EXECUTION | 5 |
| 5.1 – MISE EN ŒUVRE DES PRESTATIONS DE FORMATION..... | 5 |
| 5.2 –NOMBRE DE SESSIONS ENVISAGEES POUR 2022 | 5 |
| 5.3 –FORMATION EN PERIODE DE CRISE SANITAIRE..... | 5 |
| 5.4 PERIODE IMPOSEE (PLANIFICATION A TRANSMETTRE IMPERATIVEMENT DANS L’OFFRE) | 5 |
| 5.5 – LIEUX..... | 5 |
| ARTICLE 6 – PRIX – VARIATION DANS LES PRIX – REGLEMENT | 6 |
| 6.1 – PRIX..... | 6 |
| 6.2 – REVISION..... | 6 |
| 6.3 – FACTURATION | 6 |
| ARTICLE 7 –PENALITES | 7 |
| ARTICLE 8 – AVANCE..... | 7 |
| ARTICLE 9 – ASSURANCES | 7 |
| ARTICLE 10 – RESILIATION | 7 |
| ARTICLE 11 – LITIGES – DROIT APPLICABLE | 7 |
| ARTICLE 12 – ATTESTATIONS..... | 7 |
| ARTICLE 13 – DEROGATIONS AU CCAG | 8 |

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 - Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) concernent :
La prestation de formation de Sauveteur secouriste du Travail

1.2 – Procédure de consultation

Accord-cadre passé selon la procédure adaptée, en application des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 de code de la commande publique.

1.3 – Forme du marché

Accord-cadre mono-attributaire en application des articles L. 2125-1, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique. Le présent accord-cadre est constitué de deux lots. Le premier lot concerne les sessions de formation à Vandœuvre. Le second lot concerne les sessions de formation à Dijon et Besançon.

Le marché s'exécute uniquement par l'émission de bons de commandes et est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 40 000 € HT pour le lot n°1 et 20 000€ HT pour le lot n°2. L'émission des bons de commande se fait au fur et à mesure de la naissance du besoin.

1.4 - Bénéficiaire

Le bénéficiaire de l'ouvrage est :
Délégation Centre Est du CNRS
Service Formation
17 rue Notre-Dame des Pauvres
BP 10075
54519 Vandœuvre-lès-Nancy cedex

ARTICLE 2 - PIECES CONTRACTUELLES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces contractuelles constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- **L'Acte d'Engagement** (ATTR11);
- Le présent **Cahier des Clauses Particulières** (CCP 21.06.18) ;
- Les Bordereaux des Prix Unitaires (B.P.U) n°1 et n°2.
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services (C.C.A.G-FCS), publié au JORF n°0078 du 1^{er} avril 2021
- Le document de référence INRS-Dispositif de formation Sauveteur Secourisme du Travail –V1-2021 ;
- La proposition du titulaire.



ARTICLE 3 – DUREE DU MARCHÉ

La prestation débute le **1^{er} janvier 2022** pour une durée de **quatre ans**.

ARTICLE 4 – DESCRIPTION TECHNIQUE

4.1 – Contexte de la demande

Le CNRS est un organisme public de recherche sous la tutelle du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Il produit du savoir et le met au service de la société. Afin d'être présent sur tout le territoire et de répondre au mieux aux besoins locaux, le CNRS compte 18 délégations régionales. La délégation Centre-Est couvre la région Grand-Est (hors Alsace) et la région Bourgogne Franche-Comté.

Tout agent rémunéré par le CNRS peut suivre une formation initiale de sauveteur Secouriste du Travail et bénéficier d'un recyclage, tous les ans ou deux ans.

Des formations sont proposées tous les ans sur les sites de Vandoeuvre, Dijon et/ou Besançon.

4.2 – Objectifs de la formation

A la fin de la formation, l'agent doit être capable de mettre en œuvre les soins d'urgence à donner aux salariés accidentés et aux malades.

4.3 – Méthodes pédagogiques

La prestation doit être réalisée par le formateur retenu pour son expérience, ses compétences et les équipements nécessaires à une formation optimale.

En cas de changement de formateur en cours de marché, le remplaçant doit justifier de compétences similaires de celles du CV remis dans l'offre. Le titulaire doit soumettre le CV du nouveau formateur pressenti au CNRS qui se réserve le droit d'accepter ou refuser le remplacement. En cas de refus, le titulaire doit proposer un autre intervenant sous peine d'une exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire (art.45 CCAG).

- La formation doit prévoir l'alternance d'apports théoriques et d'exercices pratiques
- La formation doit prévoir des mises en situation
- Des conseils doivent être apportés
- Une évaluation est réalisée à l'issue de la formation puis transmise au CNRS
- Un support papier est fourni à chaque participant

4.4 – Contenu de la formation

Le contenu de la formation doit être conforme au document de référence « INRS-Dispositif de formation Sauvetage Secourisme du Travail –V1-2021 » et à ses évolutions, ainsi qu'au cahier des charges INRS relatif à l'habilitation « Dispositions spécifiques du dispositif Sauvetage Secourisme au Travail (SST) ».

ARTICLE 5 – MODALITES D'EXECUTION

5.1 – Mise en œuvre des prestations de formation

L'organisme retenu doit mettre à disposition le matériel nécessaire à une bonne pratique de l'ensemble des participants. L'offre du titulaire doit attester d'un minimum de deux mannequins adulte et indiquer ses modalités de respect des règles d'hygiène indispensables dans ce type d'action.

Le nombre de participants maximum est de 10 agents par session.

5.2 – Nombre de sessions envisagées pour 2022

- 1 groupe SST initiation à réaliser sur Vandoeuvre
- 1 groupe SST initiation à réaliser sur Dijon ou Besançon
- 14 groupes MAC SST à réaliser sur Vandoeuvre
- 3 groupes MAC SST à réaliser sur Dijon
- 4 groupes MAC SSR à réaliser sur Besançon

5.3 – Formation en période de crise sanitaire

Les sessions de formation se déroulent uniquement en présentiel. La formation à distance est exclue.

En cas de crise sanitaire rendant l'exécution des prestations de formation en présentiel impossible, les sessions sont soit reportées, soit annulées.

Le CNRS peut imposer des mesures sanitaires auxquelles le formateur ne peut s'opposer.

5.4 Période imposée (Planification à transmettre impérativement dans l'offre)

Les sessions de formation se tiennent obligatoirement entre mars 2022 et mai 2022 (Hors mercredis et vacances scolaires des zones A et B).

Pour les années suivantes, les dates sont définies en décembre avec l'organisme retenu et seront approximativement sur les mêmes périodes (hors mercredis et vacances scolaires des zones A et B).

Le bon de commande annuel correspondant est transmis en janvier. Toutefois, si nécessaire, un bon de commande en cours d'année pour une ou plusieurs sessions complémentaires pourrait être établi.

5.5 – Lieux

Vandoeuvre, Besançon et Dijon.

Une salle est mise à disposition par le CNRS pour mettre en œuvre les sessions. Elle est précisée avant chaque session de formation.



ARTICLE 6 – PRIX – VARIATION DANS LES PRIX – REGLEMENT

6.1 – Prix

Les prix sont fermes la première année. Les prix sont déterminés au BPU, annexe de l'acte d'engagement.
Les prix sont définis sur la base d'une formation initiation de deux jours et sur la base d'une journée pour le recyclage.

6.2 – Révision

Les prix peuvent être révisés chaque année à la date anniversaire du marché, suivant la proposition du titulaire, transmise au minimum 30 jours avant application.

Clause de sauvegarde

Le marché peut être résilié sans indemnité pour la partie non exécutée du marché à la date du changement de tarif ou postérieurement, lorsque ce changement de tarif et les précédents conduisent à une augmentation de plus de 3 % sur douze mois.

6.3 – Facturation

Le règlement s'effectue par formation et à l'issue de celle-ci sur présentation d'une facture.

6.3.1 – FACTURE ELECTRONIQUE

Conformément aux articles L-2192-1 à L-2192-4 du Code de la commande publique, le titulaire doit transmettre ses demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- Par dépôt au format PDF
- Par saisie en ligne dans le portail

Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont :

- CNRS (SIRET n°18008901303720) ;
- Le code service de l'entité CNRS facturée (exemple : MOY600_FP.) ;
- Le numéro d'engagement juridique communiqué lors de la notification du marché ou figurant sur le bon de commande notifié par le CNRS (exemple : 2628Lxxxxxx).

6.3.2 – DELAI DE PAIEMENT ET VERSEMENT D'INTERETS MORATOIRES

Les règlements se font suivant les règles de la comptabilité publique.

En application des articles L-2192-10 et R-2192-10 et suivants du Code de la commande publique, le délai global de paiement ne peut excéder 30 jours à compter de la demande de paiement par les services. A compter du jour suivant de l'expiration du délai de paiement, il est ouvert de plein droit au titulaire le bénéfice d'intérêts moratoires selon les modalités prévues à l'article L-2192-13 dudit code.



ARTICLE 7 – PENALITES

Par dérogation à l'article **14 du CCAG-FCS** en vigueur, le titulaire se voit appliquer les pénalités suivantes :

Le titulaire se voit appliquer une pénalité de **100€ en cas de retard**.

Le titulaire se voit appliquer une pénalité de **500€ en cas d'absence injustifiée et non annoncée dans un délai de deux jours ouvrés avant le jour de formation**, avec obligation de reporter la séance.

Le titulaire se voit appliquer une pénalité de 150€ en cas de non-respect des mesures sanitaires.

Le titulaire se voit appliquer une pénalité de 150€ en cas de non-respect du programme de formation et matériel insuffisant.

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 15% du montant total HT du bon de commande.

Le titulaire se voit appliquer, sur simple constat, les pénalités dès le premier euro et sans exonération. La pénalité est imputée sur la facture de la formation concernée.

ARTICLE 8 – AVANCE

Sans objet

ARTICLE 9 – ASSURANCES

Le Titulaire déclare avoir souscrit un contrat d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés aux tiers à l'occasion des prestations, objet du présent contrat.

Le Titulaire s'engage à maintenir la validité du contrat d'assurances pendant toute la durée de l'exécution du présent contrat.

Par ailleurs, il doit produire, à toute demande du CNRS, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

ARTICLE 10 – RESILIATION

La résiliation du marché s'effectue conformément au CCAG-FCS applicable, publié le 1^{er} avril 2021.

ARTICLE 11 – LITIGES – DROIT APPLICABLE

Les litiges éventuels sont réglés par les lois et règlements du droit français. Le tribunal compétent est le **tribunal administratif de Nancy**.

ARTICLE 12 – ATTESTATIONS

Le titulaire déclare sur l'honneur, en application de l'article 8 de l'ordonnance N° 2005-649 du 6 juin 2005, sous peine de résiliation de plein droit du contrat et de mise en régie à ses torts exclusifs :



- avoir satisfait à l'ensemble de ses obligations fiscales et sociales telles qu'elles résultent du code des marchés publics ;
- ne pas faire l'objet d'une interdiction de concourir aux marchés publics ;
- n'avoir pas fait l'objet au cours des cinq dernières années d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles D 8222-4, D 8222-7, et D 8222-8 du code du travail.

En cas de non-respect des dispositions mentionnées ci-dessus, des pénalités peuvent être infligées au titulaire du marché en application de l'article L8222-6 du code du travail.

Le titulaire déclare sur l'honneur respecter l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, en application de la loi N° 2005-102 du 11 février 2005.

Afin de satisfaire aux obligations fixées ci-dessus, le candidat établi dans un Etat autre que la France, doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Les documents rédigés en langue étrangère, devront être accompagnés d'une traduction en français dont l'exactitude est certifiée par un traducteur assermenté.

La production de ces pièces devra intervenir dans un délai de 15 jours suivant la réception de la demande du CNRS (date de l'accusé réception de la lettre).

ARTICLE 13 – DEROGATIONS AU CCAG

| Articles du CCP | Dérogations au CCAG |
|-----------------|---------------------|
| 7 | 14 |